

## L'initiative «Eau potable» nuit à l'environnement

### Une étude d'Agroscope dresse le bilan des conséquences environnementales de cette initiative

**Résumé :** Une mise en œuvre de l'initiative sur l'eau potable aurait pour effet d'aggraver la charge environnementale globale du fait de l'augmentation des importations de denrées alimentaires dont elle s'accompagnerait. C'est ce qui ressort d'une étude exhaustive d'Agroscope<sup>1</sup>, publiée début juillet. Les chercheurs confirment ainsi les résultats de nombreuses études internationales : une agriculture efficace, qui repose sur des méthodes de culture et des mesures phytosanitaires modernes, protège l'environnement.

Cette étude très fondée repose pourtant sur des hypothèses très conservatrices. Par exemple, elle ne prend pas en compte les pertes aux champs et après la récolte. Or, la perte et le gaspillage de nourriture coûte de l'énergie et des ressources inutiles. De plus, elle laisse de côté le fait qu'une agriculture productive nécessite moins de terres et laisse d'autant plus d'espaces non cultivés à la biodiversité. L'étude ignore aussi les avantages de la protection des cultures pour la santé : les pesticides empêchent les contaminations par des toxines fongiques et garantissent également la sécurité alimentaire lorsqu'ils sont utilisés comme agents de nettoyage et de désinfection.

En Suisse, le plan d'action Produits phytosanitaires est un instrument qui garantit une agriculture durable et réduit continuellement la charge polluante sur le sol et les eaux. L'acceptation de l'initiative se solderait non seulement par un bilan écologique négatif, mais encore par une réduction extrême de la production régionale d'aliments sains, doublée d'une hausse massive des prix.

La mise en œuvre de l'initiative sur l'eau potable aurait des conséquences majeures sur l'économie agricole et alimentaire suisse. Agroscope a utilisé l'analyse de cycle de vie (ACV) pour évaluer l'impact environnemental potentiel de cette initiative sur la base de 18 scénarios. L'écobilan donne une indication des répercussions globales de certaines mesures sur l'environnement et met en perspective des conflits d'objectifs.

Les auteurs concluent de leur écobilan que l'impact environnemental du panier suisse augmenterait si l'initiative sur l'eau potable était adoptée. La pollution des eaux suisses par des pesticides et des nutriments pourrait certes être réduite et la biodiversité domestique légèrement améliorée. Mais le résultat global serait une aggravation de la pollution environnementale due à l'augmentation des importations de denrées alimentaires. Selon les auteurs, l'amélioration de la qualité de l'eau en Suisse devrait donc se payer par une pollution de l'environnement dans les pays d'origine des importations.

Dans différents scénarios retenus, l'étude montre les pertes massives de récoltes causées par l'initiative Eau potable, qui résulteraient de l'abandon des pesticides dans la production régionale. Ces pertes pourraient atteindre 80% pour les vignes et les baies, 68% pour les pommes de terre, 60% pour les fruits, 51% pour les légumes et jusqu'à 42% pour les céréales panifiables. Il va sans dire que ces baisses de récoltes feraient augmenter les prix pour les consommateurs. Les produits suisses deviendraient moins compétitifs par rapport aux importations.

#### Une étude intégrale fondée sur des hypothèses conservatrices

- L'étude entend tirer ses conclusions à partir d'une démarche fondée et transparente. Elle signale très clairement les cas où il a fallu travailler avec des approximations et précise les exigences qu'elle ne peut pas remplir ou les aspects qu'elle ne prend pas en considération. Son haut degré de transparence et l'examen par les pairs lui confèrent une grande crédibilité.
- Les auteurs soulignent par exemple qu'ils n'ont pas tenu compte des pertes aux champs et après la récolte. Cet élément n'est pourtant pas négligeable dans l'étude des impacts environnementaux, car la culture sans pesticide peut entraîner des pertes de récolte prématurées et la nécessité de nouvelles plantations, laquelle se traduit par des surcroûts d'émissions de carburant, par exemple. Il est difficile de modéliser ces données, mais aussi d'évacuer de la discussion le fait qu'une culture totalement exempte de

<sup>1</sup> M. Bystricky et al., «Impacts potentiels sur l'environnement d'une mise en œuvre de l'initiative pour une eau potable propre» (résumé en français), Agroscope Science N° 99 / juillet 2020.

pesticides, la seule éligible aux paiements directs selon l'initiative Eau potable, augmenterait d'une manière générale la pression des parasites et des maladies.

- Dans le calcul portant sur l'amélioration de la biodiversité, il n'est pas tenu compte du fait que des formes de culture efficaces parce qu'intenses permettent de conserver à la nature les surfaces de terres non cultivées. Du point de vue de la biodiversité, c'est probablement une solution plus efficace que d'essayer d'accroître la biodiversité sur des terres agricoles au moyen de l'extensification.
- L'étude n'inclut non plus les effets sur la sécurité alimentaire. Sans recours aux produits phytosanitaires, des contaminations potentiellement dangereuses, comme celles de mycotoxines (toxines fongiques) ou la co-récolte de mauvaises herbes toxiques, ne peuvent plus être évitées. L'abandon des biocides (agents de nettoyage et de désinfection) aurait également des conséquences. Si les agriculteurs ne sont plus autorisés à utiliser des biocides, c'est la sécurité alimentaire qui en souffre. Les maladies causées par des impuretés augmenteront.

En résumé, on peut affirmer qu'en cas d'acceptation de l'initiative sur l'eau potable, la baisse de rendement et les effets négatifs sur l'environnement pourraient être encore plus importants que ceux montrés par l'étude. Ajoutons à cela une hausse massive des prix des produits dans le pays, une diminution de la sécurité alimentaire et de la durée de conservation des aliments, un appauvrissement du choix de produits et une perte d'attrait supplémentaire de la profession d'agriculteur.

La demande d'une agriculture véritablement durable peut être satisfaite plus efficacement par d'autres mesures :

#### **Une agriculture économe en ressources : responsable à l'égard de l'environnement et du climat.**

La protection phytosanitaire moderne aide l'agriculture à obtenir les rendements nécessaires à long terme sur les terres arables limitées dont dispose le pays. Les zones naturelles telles que les forêts, landes ou prairies peuvent continuer à remplir leur fonction de puits de carbone et de biotopes respectueux du climat pour de nombreuses espèces animales et végétales. Ces conditions permettent à l'agriculture productive de contribuer à la protection du climat et à la préservation de la diversité biologique, tout en assurant des rendements élevés dans les champs. Ces rendements sont indispensables si l'on sait que, selon la FAO, la production agricole doit augmenter de 50 % dans le monde d'ici à 2050.

La protection moderne des plantes a également un effet positif sur le sol. Les techniques de semis direct, dans lesquelles les champs ne sont pas labourés avant le semis et donc la structure naturelle du sol est préservée, ne fonctionneraient pas sans herbicides. Grâce au travail minimal du sol, l'érosion est réduite, les organismes du sol restent plus diversifiés et l'humus se forme plus rapidement.

#### **Une protection efficace des eaux**

Les Suisses ont accès à une eau potable de qualité. La qualité des eaux souterraines est constamment surveillée par un dense réseau de stations de mesures. Les substances actives de produits phytosanitaires sont soumises à la valeur limite rigoureuse de 0,1 µg/l (microgramme par litre) fixée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Cette valeur limite est respectée dans près de 98 % des stations d'observation des eaux souterraines NAQUA en Suisse. La distance qui nous sépare du respect intégral de cette exigence légale n'est donc pas excessive. Elle peut être franchie grâce à une application cohérente des exigences légales existantes et aux mesures du Plan d'action du Conseil fédéral visant la réduction des risques et l'utilisation durable des produits phytosanitaires.

#### **Continuer de réduire les risques efficacement**

Pour réduire rapidement et efficacement les risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires, il n'est pas nécessaire de prendre des mesures extrêmes comme celles que réclame l'initiative sur l'eau potable. Pour améliorer en permanence la protection des eaux et éviter les erreurs d'application dans l'agriculture, il faut agir en fonction des spécificités locales, innover en matière de technologie d'application et former régulièrement les utilisateurs. Telle est l'approche qui permet à l'agriculture - biologique ou conventionnelle - de bénéficier des avantages incontestés des produits phytosanitaires et de minimiser les risques liés à leur application. Les entreprises agricoles organisées au sein de scienceindustries y sont impliquées à différents niveaux et contribuent activement à cet objectif d'amélioration continue.

Le groupe d'industrie Agrar réunit des spécialistes du domaine de la protection des plantes travaillant pour les entreprises BASF, Bayer, Leu+Gygax, Omya, Stähler et Syngenta. Il œuvre pour des solutions innovantes et respectueuses de l'environnement dans le domaine de la protection phytosanitaire.